



La Russie de Vladimir Poutine : fausse démocratie ou véritable dictature ?

La prochaine élection présidentielle russe doit se tenir au printemps 2008. La fonction de chef de l'État étant limitée à deux mandats successifs, Vladimir Poutine ne peut pas se présenter à ce scrutin.⁽¹⁾ Sauf réforme constitutionnelle de dernière minute, 2007 sera donc la dernière année de pouvoir pour l'actuel maître du Kremlin.

Les huit années de présidence de Vladimir Poutine se caractérisent par une ferme volonté de reprise en mains des affaires du pays par l'État, du retour de celui-ci dans le monde économique et financier et, par l'instauration – en tout cas dans les déclarations – de l'ordre public et de l'État de droit.

L'État russe, et nul ne peut lui contester ce droit, souhaite retrouver ou renforcer son contrôle des secteurs stratégiques de son économie (énergie, banque, construction aéronautique).⁽²⁾

⁽¹⁾ Après avoir assuré l'intérim suite à la démission de Boris Elstine, le 31 décembre 1999, Vladimir Poutine est élu au premier tour de la présidentielle le 26 mars 2000. Il est réélu, toujours au premier tour, le 14 mars 2004 pour un second mandat (avec plus de 71% des voix).

⁽²⁾ La Russie est le deuxième producteur mondial de pétrole brut et dispose des plus grandes réserves mondiales connues

«Pour la seule année 2005, le Kremlin a dépensé plus de dix-sept milliards de dollars en achats d'entreprises.»⁽³⁾ Par contre, le pouvoir russe use de méthodes condamnables pour arriver à ses fins et prendre le contrôle des secteurs économiques sensibles, notamment celui des ressources énergétiques.

Tous les oligarques qui se sont enrichis grâce aux privatisations «à prix d'amis», opérées sous la présidence de Boris Eltsine (1992-1999) n'ont pas été poursuivis par la justice russe. Cette dernière s'est contentée de juger uniquement ceux qui ambitionnaient jouer un rôle dans la vie politique du pays. À l'évidence, Vladimir Poutine tire plusieurs avantages de ces condamnations sélectives. Aux yeux des citoyens russes, il symbolise la lutte contre les enrichissements illicites et incarne un modèle de vertu politique. Ces condamnations permettent à la fois à l'État de reprendre le contrôle des ressources du pays en s'appropriant les actifs des oligarques emprisonnés ou en fuite et d'écarter les adversaires politiques de Vladimir Poutine. Enfin, les oligarques qui ne font pas l'objet de poursuites judiciaires sont reconnaissants envers le pouvoir et soutiennent désormais fermement les orientations politiques et économiques du chef de l'État.

de gaz. Elle fournit, notamment, 30% du gaz consommé en Europe (Chiffres in Bilan du Monde 2006, p64).

⁽³⁾ Soit un peu plus de treize milliards d'euros. Chiffre cité par *Le Monde*, Paris, 19 septembre 2005.



Les condamnations de Mikhaïl Khodorkovski et Platon Lebdev, les ex-patrons de *Ioukos*, illustrent les méthodes autoritaires de l'administration et l'arbitraire de la justice russe aux ordres du pouvoir exécutif. Leur entreprise, numéro un du secteur pétrolier russe au moment des faits, est frappée de lourds arriérés d'impôts. Mikhaïl Khodorkovski et son associé sont arrêtés en 2003 pour «escroquerie, fraude et évasion fiscales» et incarcérés dans une prison moscovite jusqu'à leur jugement. En octobre 2005, tandis que le Kremlin fait main basse sur Ioukos, les deux oligarques déchus sont condamnés, en appel, à huit ans de prison. Après le procès, Mikhaïl Khodorkovski est transféré en Sibérie occidentale, dans la région de Tchita, près des frontières chinoises et mongoles, à six mille deux cents kilomètres de Moscou tandis que Platon Lebdev est envoyé au Pôle Nord. Or selon la loi russe, tout condamné doit être incarcéré non loin de son domicile.

Le traitement réservé, depuis leurs condamnations, aux deux anciens propriétaires de Ioukos démontre la volonté de Vladimir Poutine de faire taire les personnalités qui représentent une menace pour lui. Au cours du mois de janvier 2006, Mikhaïl Khodorvoski passe cinq jours au cachot lorsque les gardiens découvrent dans ses affaires des copies d'arrêtés officiels du ministère de la Justice sur les droits des détenus.⁽⁴⁾ Ces arrêtés sont sensés être affichés sur les murs de toutes les

prisons de Russie. Début février 2007, Mikhaïl Khodorvoski et Platon Lebdev font l'objet de nouvelles poursuites judiciaires. Il s'agit cette fois-ci de «détournements» et de «blanchiments» d'argent. Le parquet russe les accuse d'avoir détourné vingt-trois milliards de dollars. Ayant accompli près de la moitié de leur peine, ils pouvaient prétendre à une libération conditionnelle. Cette nouvelle inculpation empêche désormais toute remise en liberté. Vladimir Poutine est ainsi certain de tenir à l'écart deux opposants qui auraient pu jouer un rôle dans les prochaines échéances électorales.

Depuis leur enfermement, les deux anciens oligarques découvrent, de l'intérieur, le système pénitentiaire russe. En 2003, 877 000 détenus peuplaient les prisons de la Fédération de Russie sur une population totale de 150 millions d'habitants.⁽⁵⁾ Ce taux d'emprisonnement – 7 Russes sur 1000 sont incarcérés – est un des plus élevés au monde. Les conditions de détention sont désastreuses et le surpeuplement facilite la transmission des maladies contagieuses. 10% des détenus russes souffrent de tuberculose.⁽⁶⁾

Malgré la ratification par la Russie de la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la torture continue d'être largement pratiquée par les forces de l'ordre. Selon Amnesty

⁽⁴⁾ Information révélée par *Le Monde*, Paris, le 21 janvier 2006.

⁽⁵⁾ Chiffres cités par Paul Farmer, in *Les prisons russes face à la tuberculose*, *Le Monde diplomatique*, Paris, décembre 2003.

⁽⁶⁾ Ibid.



international, pour la seule année 2005, les organisations non gouvernementales (ONG) russes «ont recensé, dossier médical à l'appui, plus de cent cas de torture rien que dans onze régions.»⁽⁷⁾

Au cours de la seule année 2006, la Cour européenne des droits de l'Homme émet cent deux arrêts relatifs à des requêtes de citoyens russes qui ont saisi l'instance. La plupart des plaignants accusent les autorités russes de pratiquer la torture et d'être les commanditaires de disparitions.

L'arrêt prononcé par la Cour européenne dans l'affaire Tarariyeva condamne le traitement infligé au fils de la plaignante. Il reconnaît que le détenu a bel et bien été menotté et transféré à bord d'un fourgon cellulaire ordinaire alors qu'il venait de subir une opération chirurgicale. Dans son arrêt, la Cour européenne estime que l'insuffisance des soins médicaux dispensés en détention a entraîné le décès du fils de la plaignante.⁽⁸⁾ La Cour européenne a reconnu que Roman Sheydayev a été torturé en garde à vue.⁽⁹⁾ Elle déclare coupables les autorités russes d'avoir pratiqué la torture à

l'encontre d'Alexei Mikheyev⁽¹⁰⁾ et d'Olga Menesheva.⁽¹¹⁾

Lorsqu'elle prononce un jugement en faveur du plaignant, la Cour européenne condamne l'État incriminé au versement de dommages et intérêts. La Russie paie les amendes mais la torture ne cesse pas pour autant. D'ailleurs dans son rapport d'activité 2006, la Cour européenne déclare, qu'au 1^{er} janvier 2007, le nombre d'affaires pendantes mettant en cause l'administration russe ou un de ses agents représente 21,5% de ses affaires en cours.⁽¹²⁾

Vladimir Poutine a reçu les chefs d'État du G8 à Saint-Petersbourg en juillet 2006. Angela Merkel, George W. Bush, Jacques Chirac et Anthony Blair n'ont certainement pas reproché au maître du Kremlin les nombreuses violations des libertés fondamentales perpétrées par les services de sécurité russes. Ils étaient probablement occupés par le dossier de l'énergie et par la situation au Liban. Au même moment que se déroulait le sommet des chefs des États les plus riches de la planète, se tenait le deuxième forum social russe. Les autorités du pays ont usé de tous les moyens pour dissuader les militants d'y participer. Les altermondialistes, présents également à Saint-Petersbourg dans le cadre du contre sommet du

⁽⁷⁾ Le Caucase Nord ne figure pas sur cette liste. Amnesty international, *Russie, Torture et aveux forcés en détention*. Rapport novembre 2006. Index AI : EUR 46/061/2006, disponible sur le site de l'organisation <http://web.amnesty.org>

⁽⁸⁾ Arrêt Tarariyeva contre Russie 4353/03, 14 décembre 2006. Tous les arrêts cités dans cet article sont disponibles, en anglais, sur le site de la Cour européenne des droits de l'Homme <http://www.echr.coe.int/ECHR>

⁽⁹⁾ Arrêt Sheydayev contre Russie 65859/01, 7 décembre 2006.

⁽¹⁰⁾ Arrêt Mikheyev contre Russie 77617/01, 26 janvier 2006.

⁽¹¹⁾ Arrêt Menesheva contre Russie, 9 mars 2006.

⁽¹²⁾ Rapport disponible sur le site de la Cour européenne <http://www.echr.coe.int/ECHR>



G8, ont dû faire face à une violente répression de la part des forces de l'ordre.

En Russie, depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au Kremlin, les conditions de travail des Organisations non-gouvernementales (ONG), surtout celles de défense des droits de l'Homme, ne cessent de se détériorer. En décembre 2005, la Douma, la chambre basse du Parlement russe largement dominée par le Parti Russie unie qui soutient la politique de Vladimir Poutine, adopte, en deuxième lecture, une loi réglementant l'activité des ONG. Cette nouvelle loi prévoit un contrôle des donations venues de l'étranger. Elle impose aux ONG de déclarer chaque donation perçue de l'étranger et de justifier son utilisation. Le pouvoir russe affirme que cette loi a été élaborée afin de renforcer le dispositif de lutte contre le financement du terrorisme international. Seule certitude, depuis la promulgation du décret d'application de cette loi, les ONG se plaignent de devoir consacrer autant de temps à remplir des formulaires et à échanger des courriers avec l'administration russe qu'à travailler sur le terrain.

Cette loi autorise également l'interdiction de toute ONG considérée comme représentant une menace pour la «*souveraineté de la Russie, l'indépendance, l'intégrité territoriale, l'unité et l'originalité nationale, l'héritage culturel ou les intérêts nationaux.*»⁽¹³⁾ Sous couvert de la lutte

contre le blanchiment d'argent et le financement d'organisations terroristes, les autorités restreignent davantage le champ d'activités des ONG. Le Centre international de protection, une organisation russe de défense des droits de l'Homme, est condamné par l'administration fiscale à une amende de 4 millions de roubles (117 000 euros). Suite à cette décision des autorités russes, le Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme accuse le Kremlin d'exercer des pressions, de chercher à intimider et à sanctionner les militants et les associations russes de défense des droits de l'Homme.⁽¹⁴⁾

Il faut dire que Vladimir Poutine honnit les ONG en général et celles de défense des droits de l'Homme en particulier. Homme de communication et qui accorde de l'importance à l'image, il sait qu'il doit composer avec les ONG et les médias. Sa stratégie consiste à les contrôler et à entraver leur travail sur le terrain. Il espère ainsi passer sous silence les multiples violations et graves atteintes aux droits de l'Homme perpétrées notamment en Tchétchénie par l'armée et les services de sécurité russes.

En succédant à Boris Eltsine, Vladimir Poutine hérite du dossier de la Tchétchénie. L'armée russe qui s'était retirée en 1996, à la fin de la première guerre de

⁽¹³⁾ Le texte de loi intégral ainsi que le décret d'application sont disponibles sur le site du quotidien Rossiiskaïa Gazeta, Moscou,

<http://www.rg.ru> Ce journal créé, par le gouvernement russe, fait office de publication officielle des documents de l'Etat.

⁽¹⁴⁾ Voir le site de l'institution <http://www.ohchr.org>



Tchéchénie, a réinvesti la république indépendantiste à l'automne 1999, quelques mois avant sa prise de fonction (il était déjà membre du gouvernement). Après son élection à la présidence de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine instaure une gouvernance directe du Kremlin sur la Tchétchénie. Il profite des attentats du 11 septembre 2001 pour monnayer son soutien aux États-Unis dans leur lutte contre le terrorisme islamiste. Il présente le conflit en Tchétchénie comme une guerre contre le terrorisme international.

Vladimir Poutine occulte le fait que la Russie, en envoyant 80 000 hommes en Tchétchénie en 1999, a largement contribué au renversement d'Aslan Maskhadov, président élu de la Tchétchénie en 1997 lors d'un scrutin observé et déclaré conforme aux règles démocratiques par les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, (OSCE). Aslan Maskhadov, qui s'était toujours déclaré opposé à toute action violente contre les civils, est assassiné, le 8 mars 2005, par un commando des forces spéciales. Les autorités russes ont procédé au transfert par "avion spécial" vers Moscou de la dépouille du chef indépendantiste tchéchène. Officiellement, Aslan Maskhadov est mort au moment de sa capture. Il serait décédé lorsque les forces spéciales, l'ayant encerclé dans sa maison, ont jeté une grenade dans la cave où il se

cachait.⁽¹⁵⁾ Le refus des autorités russes de rendre le corps d'Aslan Maskhadov à sa famille remet en cause la véracité de cette version officielle de la mort du leader tchéchène. Le Kremlin justifie cette décision en vertu de la loi antiterroriste adoptée en 2002 après la prise d'otages au théâtre de la Doubrovka, à Moscou, perpétrée par un commando tchéchène.

Les autorités russes ont été à plusieurs reprises confrontées à de sanglantes prises d'otages. Si la difficulté à gérer ce type de situation ne fait pas de doute, les réactions et les actions du pouvoir ne demeurent pas moins contestables. Chaque fois, la stratégie adoptée par les services de sécurité consiste à mettre un terme à l'opération terroriste à tout prix, au mépris même de la vie des civils, qu'ils sont sensés libérer. Lors de chaque prise d'otages, les services d'ordre mettent en place un mode opératoire barbare. Ainsi la libération du théâtre de Doubrovka par les forces spéciales russes s'est soldée par la mort de 129 otages, pratiquement tous tués par le gaz paralysant et incapacitant utilisé pendant l'assaut. Lorsqu'il apparaît à la télévision, Vladimir Poutine déclare : *«Nous n'avons pas pu sauver tout le monde, pardonnez-nous.»*⁽¹⁶⁾ Pourtant, deux années plus tard, en septembre 2004, à l'école de Beslan, les forces de l'ordre donnent l'assaut sans se soucier

⁽¹⁵⁾ Communiqué des autorités russes cité par *Le Monde*, Paris, le 16 mars 2005.

⁽¹⁶⁾ Images de la télévision russes reprises par France 2, *Le Journal télévisé* de 20heures, le 26 octobre 2002.



de la sécurité des personnes, dont une majorité d'enfants, prises en otages par un commando tchéchène. L'opération menée par les forces spéciales du FSB (Services fédéraux de Sécurité, les services de renseignements russes) se conclut par la mort selon le bilan officiel de trois cent trente et une personnes dont cent quatre-vingt-six enfants.⁽¹⁷⁾

L'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch (HRW) dénonce, dans un communiqué sur la Tchétchénie publié en mars 2005, «des disparitions devenues si fréquentes et systématiques qu'elles constituent un crime contre l'humanité.» HRW accuse le pouvoir russe de donner implicitement son accord à ces pratiques. Elle estime que 3 à 5 000 personnes ont disparu depuis le début de la seconde guerre de Tchétchénie.⁽¹⁸⁾ Désigné par Aslan Maskhadov comme son successeur, Abdul-Khalim Saïdoulaev est à son tour tué, le 17 juin 2006, lors d'une opération policière, dans la localité tchéchène d'Argoun.

La répression russe en Tchétchénie ne touche pas uniquement les membres des mouvements indépendantistes de lutte armée. Stanislav Dimitrievski, président de l'association d'amitié russo-tchéchène de Nijni-Novgorad, est

condamnée à deux ans de prison avec sursis et à quatre ans de mise à l'épreuve pour «*incitation à la haine ethnique.*» La justice russe lui reproche d'avoir publié, en 2005, dans le journal de son association, *Pravozachtchita*, un appel au Parlement européen lancé par Aslan Maskhadov avant son assassinat en mars 2005. Dans cet appel, le chef indépendantiste réclamait que le conflit en Tchétchénie fût reconnu par la communauté internationale comme «*un acte de génocide perpétré par le gouvernement russe contre le peuple tchéchène.*»

En janvier 2006, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe adopte la résolution 1479 condamnant les méthodes employées par l'armée russe en Tchétchénie.⁽¹⁹⁾ La résolution dénonce «*les graves violations des droits de l'Homme qui continuent d'être commises massivement et impunément en république tchéchène.*» Le Parlement européen s'est appuyé sur le rapport établi par le député allemand, Rudolf Binding. Le parlementaire européen affirme dans son rapport qu'il existe de «*nombreuses allégations ; précises et bien documentées, de disparitions forcées, de meurtres et de cas de tortures*» et fournit des exemples précis. Le rapport de Rudolf Binding dénonce également les actes d'intimidations et les différentes représailles dont sont victimes, en Tchétchénie, les personnes ayant déposé un

⁽¹⁷⁾ Le bilan officiel ne comptabilise pas les personnes décédées des suites des graves blessures dont elles furent victimes lors de l'assaut.

⁽¹⁸⁾ Communiqué disponible sur le site de l'organisation : <http://hrw.org>

⁽¹⁹⁾ Le texte de la résolution 1479 est disponible sur le site du Conseil de l'Europe <http://www.assembly.coe.int>



recours devant la Cour européenne des droits de l'Homme. Le rapport cite, en guise d'exemple, le cas de Saït-Husseïn Elmoursaev, un habitant de Douba Iourt. Son fils, après avoir été torturé par les soldats russes, est tué en avril 2004. Son corps est retrouvé, avec huit autres cadavres mutilés au bord d'une route en Russie. Saït-Husseïn Elmouradev décide d'introduire une requête auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme. Quelques mois plus tard, il est arrêté ainsi que l'un de ses fils, par des soldats russes. Le 8 mai 2005, le corps de Saït-Husseïn Elmouradev est retrouvé dans la rivière de Sounja, près de Grozny, la capitale de la Tchétchénie.⁽²⁰⁾

L'arrivée de Vladimir Poutine aux commandes de l'Etat coïncide avec une relance de l'économie du pays. Depuis 2000, la croissance affiche un taux moyen de 6% par an.⁽²¹⁾ Toutefois, cette progression constante du produit intérieur brut (PIB) s'explique essentiellement par le contexte international favorable, notamment la hausse des cours des matières énergétiques.

Vladimir Poutine, qui a bâti ses deux mandats présidentiels sur la résolution du conflit tchéchène, la lutte contre la criminalité, la fin de la corruption et de l'insécurité, doit reconnaître son

échec dans ces différents dossiers. Malgré la présence de l'armée russe, le Caucase Nord demeure une véritable poudrière. Les règlements de compte et les crimes remplissent les rubriques « faits divers » des journaux. Parfois des journalistes eux-mêmes meurent sous les balles. Mais ces crimes ne profitent pas à Vladimir Poutine, bien au contraire. Ils démontrent l'incapacité du pouvoir russe, en dépit des déclarations de son plus haut responsable, à instaurer un véritable État de droit. Même la lutte contre la corruption s'avère un échec. Conscient du problème, le colonel Guennadi Goudkov du FSB et président du comité de sécurité de la Douma, reconnaît qu' « un poste de fonctionnaire s'achète entre 500 000 et un million de roubles. »⁽²²⁾

Pourtant Vladimir Poutine s'est entouré d'hommes de confiance qu'il a lui-même choisis et placés aux postes clés du pouvoir. Le président russe, qui fut un ancien du KGB (Comité de sécurité de l'Etat) et ex-chef du FSB, s'appuie sur des hommes unis par un point commun ; ils sont tous des anciens des services de renseignements ou de l'armée. Quelques-uns sont membres du gouvernement. Rachid Nourgaliev devient, en 2004, ministre de l'Intérieur (il était déjà vice-ministre de l'Intérieur depuis 2002). Sergueï Ivanov est le ministre de la Défense depuis 2001 et vice-premier ministre depuis 2005. En 2006, il

⁽²⁰⁾ Le rapport Binding peut-être consulté sur le site du Conseil de l'Europe, Ibid.

⁽²¹⁾ Source : Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) <http://www.ebrd.com>

⁽²²⁾ Entre quinze et trente mille euros. Propos cités par *Le Point*, Paris, N° 1786, 7 décembre 2006.



prend la direction de la commission militaro-industrielle et de l'OAK, le consortium de l'aviation civile.

D'autres cumulent leurs fonctions au sommet de l'État avec leur siège au sein des conseils d'administration des grandes entreprises russes. Dimitri Medvedev est à la fois vice-premier ministre et président du conseil d'administration de Gazprom. Igor Setchine, chef-adjoint de l'administration présidentielle, dirige la compagnie pétrolière Rosneft.

La présence à la tête de tous les organes et de toutes les institutions du pays des hommes en uniforme donne des allures militaristes au régime de Vladimir Poutine. Cette mainmise sur les secteurs économiques les plus stratégiques prend des allures de dictature clanique depuis que les enfants des hauts responsables russes ont fait leur entrée dans le monde des affaires et de la finance. Sergueï Sergueïvitch Ivanov, fils du ministre de la Défense - cité plus haut -, est le vice-président de Gazprombank, la banque du géant gazier Gazprom. Piotr Fradkov, fils aîné du Premier ministre Mikhaïl Fradkov, est vice-président de Vnechekonombank. Dimitri Patrouchev, fils de Nikolaï Patrouchev l'actuel chef du FSB, est vice-président de la banque d'Etat Vnechtorgbank.

La Chine n'est pas la seule puissance à violer les droits de l'Homme. Depuis Abou Ghraïb, Guantanamo et le recours aux opérations illégales dans leur lutte contre le

terrorisme, les États-Unis ne peuvent plus faire la leçon à quiconque. Membre du G8 et, comme les deux précédents, du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU), la Russie n'hésite pourtant pas à condamner en 2004, Igor Soutiaguine et Valentin Danilov, deux physiciens russes, respectivement à quinze et quatorze ans de prison. Ils ont été reconnus coupables de «trahison» selon l'article 275 du code pénal. Ces condamnations rappellent étrangement celles de la période la plus sombre de la guerre froide.

Une rumeur circule actuellement dans les médias. Il semblerait que l'élection de 2008 ne serve qu'à élire un président de transition. Un an après son élection, le futur chef de l'État démissionnerait pour permettre à l'actuel président de briguer deux nouveaux mandats en toute légalité constitutionnelle. Un autre scénario dispose de la faveur des journalistes et des experts. Il consisterait à élire un proche de Vladimir Poutine pour quatre ans. L'actuel maître du Kremlin garderait dans ce cas le contrôle du pays et se représenterait à la présidentielle de 2012. Son âge le lui permet. En 2012, il n'aura que soixante ans. Finalement la Russie de Vladimir Poutine ne ressemble pas aux autres dictatures. Elle est entrain d'en créer un nouveau genre.

© Youssef Jebri. Février 2007.